

Mouvements indiens et rapport à l'Etat : étude comparée des cas colombien et guatémaltèque

La fin du XXe siècle en Amérique Latine a été marquée par une libéralisation des régimes politiques, favorable à l'apparition sur la scène publique de nouveaux mouvements sociaux revendiquant une nouvelle citoyenneté. Parmi ceux-ci, les mobilisations indigènes s'articulent autour de la demande d'une redéfinition de la citoyenneté ainsi que de la société, conçue multiculturelle. Ce « réveil indien » s'est appuyé sur les héritages du mouvement paysan en termes de réseaux et de revendications d'accès à la terre. Le contexte international de promotion de la démocratie et de valorisation des cultures indigènes a, par ailleurs, permis le développement et l'insertion politique de ces mouvements : la Convention 169 de l'OIT sur les Peuples Indigènes et Tribaux (1989) constitue le marqueur symbolique de la reconnaissance ethnique au niveau international.

Ces contestations de la fin du siècle relèvent bien de ce que Sidney Tarrow¹ définit comme « contentious politics ». Le terme décrit la situation dans laquelle « ordinary people, often in league with more influential citizens, join forces in confrontations with elites, authorities, and opponents ». La contestation ne prend pas toujours la forme d'un mouvement social, que Tarrow définit comme « those sequences of contentious politics that are based on underlying social networks and resonant collective action frames, and which developed the capacity to maintain sustained challenges against powerful opponents »².

Se posent alors un certain nombre de questions pour le cas des mouvements indigènes en Amérique Latine. Pourquoi le passage à la mobilisation repose-t-il sur une identité ethnique ? Quel est l'impact du poids démographique de la population indienne sur le rapport qu'entretiennent ces mouvements indigènes avec les Etats nationaux ? Dans quelle mesure ces mobilisations contribuent-elles à la démocratisation des régimes politiques ?

Afin de répondre à ces problématiques, nous observons deux cas qui divergent en termes de régime politique, de proportion de population indigène au sein de la population totale, et de passage à la mobilisation partisane. Dans ces cas, des mouvements indigènes significatifs ont émergé au tournant du siècle : la Colombie et le Guatemala.

Le cas colombien présente une population indigène très minoritaire (3%). Pourtant, les mouvements indigènes régionaux nés dans les années 1970 y ont acquis un caractère national et une présence forte dans l'espace politique à partir de l'Assemblée Constituante (AC) de 1991. En ce qui

¹ *Power in Movement : Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 251 p.

² *idem*, p.2.

concerne le Guatemala, la population indigène est estimée à 60% et l'analyse des mouvements indigènes s'insère dans le cadre de la transition démocratique du début des années 1980.

Ces différences ne se traduisent pourtant pas dans une divergence absolue de la configuration des mouvements indigènes. C'est pourquoi il est pertinent d'analyser, dans un premier temps, la genèse et la configuration des mobilisations indigènes pour ensuite observer leur rapport à l'Etat et l'impact institutionnel de leurs revendications.

I. Genèse et configuration des mobilisations indigènes : l'articulation des revendications pour une citoyenneté différenciée

Dans cette partie, sont observés les conditions de possibilité de l'émergence d'actions contestataires, le passage à des contestations structurées sous la forme de mouvements indigènes ainsi que leurs caractéristiques.

A. La genèse des mouvements : opportunité, motivation et capacité

Pour comprendre l'avènement des mouvements indigènes en Amérique Latine, Deborah Yashar, professeure associée en Affaires internationales et politiques de l'Université de Princeton, propose un modèle analytique distinguant trois processus de changement dans les relations Etat - société³. Ce modèle lui permet d'expliquer l'émergence de mouvements indigènes dans certains des pays Latino-américains à forte composante indigène, à une époque donnée. Ces trois éléments sont : le degré d'ouverture politique, la motivation et la capacité.

Le degré d'ouverture politique fait référence à l'existence d'un espace politique structurant le champ d'opportunité de l'organisation de la contestation. Selon ce modèle, les libéralisations des régimes autoritaires et la démocratisation des régimes répressifs sont essentielles pour la constitution d'une arène de contestation.

Nous pouvons situer cette ouverture politique en Colombie à la fin des années 1980 et au début des années 1990, lorsque, du fait d'une profonde crise de légitimité du régime, démarre la politique de décentralisation et de déconcentration du pouvoir, ainsi que le processus qui aboutira en 1991 à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. En Colombie, comme l'observe Ricardo Peñaranda, avocat et historien de l'Université Nationale de Colombie, ce n'est que dans les années 1980 et 1990 que se renverse l'isolement d'organisations à fort caractère régional réclamant la protection de la terre (notamment le *Consejo Regional Indígena del Cauca* - CRIC -), et qu'émergent des organisations au niveau national formulant un ensemble de demandes plus élargi.

³ Deborah Yashar, *Contesting citizenship in Latin America. The Rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*, Cambridge University Press, 2005

Au Guatemala, le champ d'opportunité de l'organisation de la contestation coïncide avec le début de la transition démocratique après vingt-huit ans de dictature militaire et de politique contre-insurrectionnelle (politique de Sécurité Nationale). La plupart des auteurs partage l'avis que cette transition débute en 1982, sous le gouvernement de Ríos Montt, avec le *Plan Nacional de Seguridad y Desarrollo* - PNSD -, dans un contexte de crise de légitimité du régime tant externe qu'interne. Les pratiques répressives et la violation du PNSD débouchent sur le coup d'Etat de 1984 qui remplace R. Montt par Mejía Víctores ; ce dernier instaure une nouvelle politique de Stabilité Nationale, où l'armée se voit attribué du statut de gardien des institutions démocratiques. Dans ce contexte, une nouvelle Constitution est adoptée en 1985, et les élections libres qui sont convoquées cette même année et le premier président civil, Vinicio Cerezo, du parti *Democracia Cristiana Guatemalteca* - DCG - accède au pouvoir. C'est entre 1984 et 1985 qu'un processus de recomposition des mouvements sociaux se met en place, permettant l'apparition d'organisations civiles, en grande partie appuyées par l'*Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca* - URNG -, ainsi que la restructuration d'anciennes organisations paysannes.

Cet élément ne suffit pourtant pas à expliquer le caractère *indigène* des mobilisations. Ici, Yashar, avance l'argument de la **motivation**. Celle-ci fait référence au changement du rapport Etat / société qui remet en question la viabilité de l'articulation des demandes à travers l'identité paysanne. En effet, dans la première moitié du XXe siècle, l'Etat latino-américain cherche à construire une nation uniforme, sans distinctions de race ou d'ethnicité, à travers des politiques de métissage de la population. De même, la canalisation des demandes se fait à travers les syndicats et les organisations paysannes, dans ce que Yashar appelle le « régime de citoyenneté corporatiste »⁴. La mise en place de l'Etat néolibéral, implique le démantèlement des programmes sociaux paysans et la libéralisation de l'accès à la terre, changeant ainsi le « régime de citoyenneté » et faisant perdre son efficacité à l'identité paysanne pour l'articulation des demandes. La perte de la terre représente un problème allant au-delà de la perte d'une ressource économique pour ces populations, déstructurant l'espace de l'organisation de l'autonomie qui était auparavant protégée par les politiques corporatistes. Dans ce contexte, la mobilisation sur des bases ethniques acquiert une valeur stratégique qui tend à remplacer la prévalence de l'identité paysanne. Deux types de motivation surgissent alors : d'une part, la demande de droits sociaux (en tant que citoyens de la nation) et d'autre part, la revendication de l'autonomie (et donc de droits collectifs en tant que communautés indigènes).

En effet, le contexte d'émergence des premières organisations en Colombie est celui des luttes paysannes, marqué par la mise en œuvre du programme de réforme agraire en 1965. La création par le gouvernement de l'*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos* -ANUC- en 1967 a marqué le début de la mobilisation paysanne canalisée par l'Etat, sous une logique corporatiste. Dans les années 1970, des gouvernements moins favorables aux demandes de réforme agraire ont commencé à entraver le fonctionnement de l'ANUC, intensifiant les divisions internes et les oppositions entre les leaders des différents groupes. C'est dans le Cauca (sud-ouest) que naît la

première organisation indigène du pays : le CRIC, fondé en 1971, fonctionnait initialement à l'intérieur de l'ANUC et cherchait à représenter les intérêts des habitants des *resguardos*⁵ fondamentalement *Paeces*, qui divergeaient de ceux des autres paysans du fait de la possession collective de ces terres depuis l'époque coloniale. A partir du moment les divisions internes de l'ANUC et l'opposition de celle-ci au gouvernement sont devenus forts, au désavantage du CRIC, celui-ci a commencé à fonder ses demandes sur une identité différente : celle de l'indianité. Le durcissement de la position de l'Etat face à la progressive mise en place de demandes reposant sur la mise en avant de l'identité indigène dans les années 1980, ainsi que le démantèlement des canaux proprement « paysans » ont renforcé le caractère indigène de cette organisation et propulsé la création d'autres organisations.

Contrairement au cas colombien, qui correspond largement au modèle explicatif de Yashar, au Guatemala le passage du positionnement paysan à l'ethnicité n'est pas net, et depuis les années 1970, les mouvements se réclament d'une identité *paysanne indigène*. En effet, ces mobilisations s'insèrent dans une logique de « lutte de classes », dans laquelle elle introduisent des éléments liés aux identités indigènes. Par exemple, le *Comité de Unidad Campesino* - CUC - se présente en 1978 comme une « *unión de trabajo campesino, comunitario, cristiano e indígena* »⁶. D'un autre côté, le sociologue Hugo Cayzac⁷ montre le rôle important joué, pour l'affirmation de l'indianité, les financements étrangers versés à partir de 1998 et liés à la mise en œuvre l'*Acuerdo de Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas* -AIDPI- (signé en 1995 instaurant la multiculturalité de la Nation). D'un autre côté, à partir des années 1980 de jeunes intellectuels indigènes ont commencé à mettre en valeur l'héritage culturel préhispanique. Issus de la branche maya, ils ont développé ce qui sera ensuite désigné comme le « Mouvement Maya » et qui se démarque des autres mouvements indigènes dits populaires. Ainsi, apparaît la distinction entre, d'une part, le mouvement populaire *paysan indigène* revendiquant, entre autres, le droit à la terre et la justice sociale et, d'autre part, le « Mouvement Maya » réclamant exclusivement une reconnaissance symbolique des particularités culturelle et linguistique indigènes.

Yashar repère une troisième variable explicative : la **capacité** à construire un mouvement d'envergure nationale du fait du développement des réseaux transcommunautaires permettant de configurer la mobilisation sur une identité commune : l'indianité.

En Colombie, les réseaux transcommunautaires ont été tissés dans les années 1970 à partir de l'opposition à la proposition de l'*Estatuto Indígena* - EI - du président Turbay Ayala. L'EI cherchait à supprimer la mobilisation indigène en raison de son autonomie de plus en plus marquée par rapport à la mobilisation paysanne (notamment dans le Cauca avec le CRIC). L'EI cherchait à abolir la possession communautaire des terres indigènes, redéfinissait l'*Indien* et donnait au

⁴ Yashar. Op. Cit. p.55

⁵ Le terme « *resguardos* » désigne les territoires communautaires indigènes.

⁶ <http://cuc.mundoweb.org/paginas/que.htm>

⁷ Hugo Cayzac, *Guatemala, un proyecto inconcluso: La multiculturalidad, un paso hacia la democracia*, Guatemala: FLACSO, 2001

gouvernement le pouvoir de définir l'identité indienne des individus. Comme le souligne McNair⁸, cette tentative aura l'effet exactement contraire de ce qui été recherché puisqu'elle suscité la consolidation des liens entre les différentes communautés qui cherchaient à s'opposer au gouvernement. C'est dans ce contexte que la Première Conférence Indigène aura lieu, dans la région du Tolima en octobre 1980, marquant la naissance d'une *Junta de Coordinación Nacional*. Celle-ci se veut l'instrument de consolidation des organisations régionales en vu de l'établissement d'un mouvement indigène unifié à niveau national. La mise en place d'une coordination nationale se consolide en 1982 lors du Premier Congrès National Indigène, avec la fondation de l'*Organización Nacional Indígena de Colombia* - ONIC -. Bien évidemment, ceci ne se fait pas dans l'unité absolue : après la naissance du CRIC, un mouvement indigène rival, à caractère plus traditionnel, s'est constitué en 1977 (*Autoridades Indígenas del Suroccidente* -AISO-). En 1991, l'AISO deviendra *Autoridades Indígenas de Colombia* - AICO -, montrant ainsi sa volonté de se constituer en coordinateur national. Cependant, c'est l'ONIC qui réussit le mieux à passer d'une filiation exclusivement andine à l'inclusion des régions plus isolées de l'Amazonie et des plaines orientales, devenant ainsi le premier lieu d'articulation des demandes indigènes face à l'Etat colombien.

Il en est tout autrement au Guatemala. Le développemnt des mouvements indigènes a été favorisé par trois facteurs *externes* : l'Eglise catholique et quelques églises évangéliques, le parti politique *Democracia Cristiana Guatemalteca* - DCG - et la politique états-unienne *Alianza para el Progreso* - ALPRO - (1961-1970).

L'Eglise catholique, d'une part, est très présente dans le pays dès le début du siècle avec l'*Acción católica*, chargée d'évangéliser les communautés indigènes à travers l'action de missionnaires européens. Cette action a introduit la modernisation et le développement des communautés (voies de communication, développement du commerce intercommunautaire) et a provoqué une reconfiguration de l'organisation des communautés. Elle a encouragé la création de tout type d'associations et coopératives, apportant ainsi des ressources financières, stratégiques et symboliques. Par exemple, le *Consejo Nacional de Desplazados de Guatemala* - CONDEG - qui représente les déplacés de la violence des années 1970-80, majoritairement indigène, a été appuyé par l'Eglise catholique. D'autre part, les églises évangéliques ont aussi encouragé la mobilisation indigène dans le CUC, avant que la religion ne devienne un élément symbolique constitutif de la répression militaire.

Deuxièmement, depuis 1985, le parti politique DCG, en relation étroite avec l'Eglise catholique, a compris l'intérêt de s'implanter fortement dans les régions majoritairement indigènes, sachant que les populations indiennes représentent une grande partie de l'électorat national. Ainsi, en collaboration avec l'Eglise catholique, la DCG lance des programmes de développement rural et communautaire, d'alphabétisation, et surtout de formation politique des dirigeants des communautés indigènes. Certes, il s'agit de politiques à tendance indigéniste, mais elle a contribué à la sensibilisation de la population à la question de l'« oppression culturelle » d'une part, et d'autre part, à l'utilisation de l'organisation sociale indigène comme ressource pour

⁸ McNair, *Understanding Ethnic Politics: the Role of External Variables in Brazil and Colombia*, <http://www.ndu.edu/inss/mcnair/mcnair53/m53c2.html>

la revendication. Ainsi se développent des mouvements ruraux dans les zones indigènes, correspondant à la troisième catégorie de la typologie proposée par les anthropologues Manuela Camus et Santiago Bastos : les mouvements indigènes de niveau communautaire⁹. En effet, la DCG a encouragé la montée au pouvoir d'élites indigènes au niveau communautaire, et l'accès à des postes de responsabilité et de direction.

Dernièrement, l'ALPRO conduite par Kennedy entre 1961 et 1970, a appuyé des programmes et des associations de développement des communautés rurales, contribuant ainsi à l'émergence de quelques organisations indigènes.

Une fois constituées, les organisations indigènes ne restent pas statiques. Des logiques internes complexes leur permettent de s'adapter aux nouveaux contextes sociopolitiques pour se maintenir dans le temps et avoir une visibilité importante dans l'espace public.

B. L'organisation de la contestation sur des bases ethniques : « campaign », répertoire et « WUNC displays »¹⁰

Les caractéristiques qui distinguent les mouvements sociaux d'autres politiques de contestation sont définies par Charles Tilly à travers trois catégories analytiques. La « campaign », le répertoire et les « WUNC » déterminent en effet la capacité des mouvements à peser sur la scène publique locale, nationale et internationale.

La première catégorie définie par Charles Tilly, la « Campaign », fait référence aux formes d'organisation de la contestation visant les autorités avec continuité et cohérence dans le temps. Ce critère présente trois composantes étroitement liées: le groupe, les objectifs de la revendication et le public vers lequel se dirige la contestation.

En Colombie, l'ONIC se définit comme une *maloca* accueillant en son sein la majorité des « peuples indigènes » du pays, luttant pour le respect de quatre principes essentiels à la cosmovision qui leur est propre : l'unité, la terre, la culture et l'autonomie. Ceux-ci se déclinent dans une *plataforma de lucha* visant directement l'Etat :

- 1) défense de l'autonomie indigène,
- 2) défense des territoires indigènes et récupération des terres usurpées,
- 3) contrôle des ressources naturelles des « resguardos »,
- 4) encouragement des organisations économiques communautaires,
- 5) défense de l'histoire, des traditions et de la culture indigènes,
- 6) éducation bilingue et biculturelle sous contrôle des autorités indigènes,
- 7) récupération et encouragement de la médecine traditionnelle et exigence de programmes de santé s'accordant aux caractéristiques sociales et culturelles des communautés,
- 8) exigence de l'application des normes et lois favorables aux communautés,

⁹ Cité dans Hugo Cayzac, *Guatemala, un proyecto inconcluso: La multiculturalidad, un paso hacia la democracia*, Guatemala: FLACSO, 2001

¹⁰ Charles Tilly, *Social Movement 1768-2004*, Paradigm Publishers, 2004

- 9) solidarité avec les luttes d'autres secteurs de la société colombienne,
- 10) mise en application des conclusions des congrès de l'organisation.

Depuis sa fondation, l'ONIC a tenu cinq congrès nationaux indigènes où se discutent les demandes, autour de quatre thèmes : les droits de l'Homme et la paix, puisque les communautés indigènes sont victimes de violences constantes des groupes armés légaux et illégaux ; la législation dont le but est de faire appliquer les lois qui existent déjà ; la santé et le territoire, ce dernier mis en danger non seulement par l'extension des *haciendas*, mais aussi par les luttes pour le contrôle territorial des groupes armés.

Au Guatemala, la Waqib' Kej est la *Coordinación y Convergencia Nacional Maya* qui réunit sous son nom vingt associations et organismes populaires paysans et indigènes. Elle propose, tout en se basant sur les « principes philosophiques de la cosmovision », quatre « blocs thématiques », définis en fonction des sphères d'intervention des pouvoirs publics :

- 1) politiques publiques : l'exécution de l'AIDPI, la réforme agraire intégrale et le développement rural, la consultation pour le développement indigène, l'Education conforme à la Réforme Educative, la participation politique des « *Pueblos Indígenas* », la mise en œuvre du *Programa Nacional de Resarcimiento con reconocimiento del Genocidio a Pueblos Indígenas*, entre autres ;
- 2) législation et définition de l'*agenda legislativa de Pueblos Indígenas* : législation et participation de la Femme, de l'Enfant et de la Jeunesse, loi sur les Radios Communautaires, loi sur les Nationalités Indigènes, loi électorale et sur les Partis Politiques ;
- 3) accès à la Justice, en coordination avec le droit maya et ses autorités communautaires : coordination, interaction et application du système juridique maya et étatique, réforme de l'Organisme judiciaire et application de la Convention 169 de l'OIT ;
- 4) agenda international : projet de Déclaration Universelle des Droits des Peuples Indigènes, Forum Permanent des Nations Unies, Projet de Déclaration Américaine des Droits des Peuples Indigènes de l'OEA.

Les axes principaux de ces revendications se caractérisent par la demande de reconnaissance et de justice sociale.

La deuxième catégorie correspond aux répertoires de l'action collective, et s'intéresse aux modalités d'action menées par les organisations.

En Colombie, le répertoire d'action des mouvements indigènes colombiens est constitué essentiellement de Congrès à niveau national, organisés sous l'égide de l'ONIC, ainsi que des marches allant d'une région particulière à Bogotá, lieu du pouvoir politique. Ceci est complété par la diffusion d'une *plataforma de lucha* à travers des conférences académiques, une radio (Dachi Bedea) et un site Internet¹¹ dans lequel sont exposées les activités de l'organisation et dénoncées les violences dont les communautés sont victimes, tant du fait des forces de l'ordre que des groupes illégaux. Par exemple, la semaine de solidarité avec le *Peuple Indigène* réunit des intellectuels, des leaders de différentes organisations indigènes régionales, des ONG et des représentants de *cabildos*, afin de débattre des principales problématiques relatives aux communautés indigènes comme : les

menaces territoriales à la Sierra Nevada, les « expériences de paix » des différentes communautés régionales, la participation des femmes au mouvement... Seul le mouvement Quintín Lame a fait usage de la mobilisation armée, mais il a été démobilisé et a formé un parti politique afin de participer à l'Assemblée Constituante en 1991.

La Waqib' Kej au Guatemala se mobilise par l'intermédiaire de différents moyens. Elle organise chaque année l'*Espacio de Coordinación y Convergencia nacional Maya Waqib' Kej* où prend forme l'agenda commun à présenter face à l'Etat. Les *comunicados* sont diffusés, sur papier et par Internet, à toutes les organisations et institutions en contact avec la coordinatrice. Ces *comunicados* abordent des thèmes différents comme par exemple la visite de Bush en 2007 « *Pisar Tierra Sagrada Maya por el Señor Bush es una Ofensa al Pueblo Maya* » où la coordinatrice nationale critique fortement la politique extérieure du gouvernement Bush ainsi que la faiblesse du gouvernement Berger.

Elle organise des manifestations auxquelles participent les organisations membres. Le 30 mars 2004, la Waqib' Kej a organisé une manifestation pour l'organisation *Movilización Nacional Jun E'*, mobilisant 25 000 personnes dans la ville de Guatemala. Les revendications portaient sur "*la participación, identidad y derechos del pueblo maya... ¡No al racismo y la exclusión!*", "*Por una agricultura libre de transgénicos...* *¡No a los Tratados de Libre Comercio!*" "*Por el Desarrollo Rural... ¡Reforma Agraria Integral!*" "*Por la Madre Tierra... la lucha sigue!*".

Cette organisation participe également aux mobilisations impulsées par d'autres mouvements, syndicaux ou de défense des Droits de l'Homme. Elle est par ailleurs membre de la *Cumbre Continental de Pueblos y Nacionalidades Indígenas de Abya Yala*, qui se tient une fois par an, réunissant toutes les organisations indigènes d'Amérique Latine, et créant ainsi un réseau très large d'action, ayant même des relations avec l'ONIC colombienne.

Enfin, la troisième catégorie est celle des « **WUNC displays** » (worthiness, unity, numbers, commitment). Elle correspond à la mise en scène de symboles afin de valoriser l'identité autour de laquelle se mobilisent les organisations. Pour Charles Tilly, la « *worthiness* » fait référence aux habits corrects, à la présence de personnalités symboliques, de mères avec leurs enfants. La « *unity* » est représentée dans des slogans, des costumes, des drapeaux, des chants. Les « *numbers* » est défini par des manifestations nombreuses, des pétitions signées. Le « *commitment* » est perçu grâce à la résistance face à des conditions climatiques difficiles, à la résistance à la répression, à la présence de personnes âgées et handicapées lors des manifestations.

L'ONIC organise des manifestations qui se heurtent souvent à des violences policières ou des conditions climatiques adverses et dont les preuves photographiques sont disponibles sur son site Internet. La « *unity* » est symbolisée par le logo qui reflète les valeurs que l'organisation cherche à mettre en avant : terre et diversité ethnique, ainsi que par le slogan : *Unidad, Territorio, Cultura, Autonomía*.

¹¹ www.onic.org.co

Afin de se rendre visible dans l'arène politique et sociale, et de mobiliser le plus grand nombre de personnes, la Waqib' Kej dispose d'un site Internet¹² qui exprime le fond idéologique de la coordinatrice. Son slogan traduit la "unity" : *Caminando hacia la Convergencia por la Unidad, Dignidad y Derechos del Pueblo Maya*. Elle a opté, pour sa page d'accueil, pour une photo d'une poterie maya, un fond d'écran avec un glyphe ainsi qu'une pièce de musique jouée par une *marimba*, instrument emblématique des Indigènes, afin de revendiquer leur « mayanité ».

Toutes ces modalités canalisent des revendications sur le contenu de la citoyenneté.

C. Type de revendication : quelle citoyenneté ?

Comme le montre bien Yvon Le Bot¹³, « Las luchas indígenas modernas tienen, como las insurrecciones tradicionales, una dimensión de protesta y de defensa en contra de las nuevas formas de dominación. Pero presentan además un proyecto para la comunidad y la manera en que la comunidad debe integrarse a la sociedad, lo que conlleva repercusiones sobre la concepción misma de la sociedad en general, aunque no tenga un proyecto global para la sociedad nacional. »

Ici, les deux cas convergent. En Colombie, les revendications d'une citoyenneté multiculturelle¹⁴ se traduisent dans des projets d'éducation bilingue dans les *resguardos*, des déclarations qui mettent l'accent sur le nécessaire respect des droits de l'Homme que l'Etat doit garantir aux indigènes en tant que citoyens. Ainsi, il y a d'une part, une revendication d'application effective des droits auxquels la citoyenneté donne accès, mais ceci est complété par la demande de reconnaissance des communautés indigènes comme constituant une sphère autonome ayant ses propres lois et traditions. Cette demande, comme le souligne Yashar, repose sur la volonté de refuser l'identification de ces communautés comme étant des vestiges du passé, et de les poser comme des unités représentatives capables d'agir dans l'action politique locale et nationale.

L'exemple de l'organisation Waqib' Kej au Guatemala montre que les revendications indigènes portent surtout vers la définition d'un Etat multiculturel, proposant l'intégration de cette catégorie citoyenne à la société de même qu'une intégration de l'Etat dans cette catégorie.

Mais, d'autre part, la formulation des revendications par les entrepreneurs intellectuels du « Mouvement Maya » revêt de l'intérêt, de ce point de vue. Waqi' Q'anil Demetrío Cojtí Cuxil, docteur en Communication Sociale issu de l'Université de Louvain, est le penseur maya contemporain qui milite le plus pour la cause « Maya ». Pour Cojtí, il existe deux types de revendications de citoyenneté dans les « mouvements de libération nationale »¹⁵ : *el autonomismo relativo* et *el autonomismo total*. Au Guatemala, face à une situation politique, sociale et économique qu'il qualifie de « colonialisme interne », la solution pour se libérer serait celle de la

¹² <http://www.waqib-kej.org/>

¹³ Yvon Le Bot, "Se puede hablar de actores sociales étnicos en América Latina?" in *Polémica*, n°1, enero-junio de 1996, FLACSO, Guatemala, pp.74-75

¹⁴ Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship. A Liberal Theory of Minority Rights*, Clarendon Press, 1995

¹⁵ Demetrío Cojtí Cuxil, *Ri Maya' Moloj pa Iximulew, El Movimiento Maya en Guatemala*, Cholsamaj, Guatemala, enero de 1997

sécession Maya, territoire qui pourrait s'incorporait à un Etat voisin ou qui se construirait indépendamment. Or, la voie que suit le Guatemala est celle de l'autonomie relative, c'est-à-dire celle de la recherche de degrés d'autonomie et d'auto-gouvernement pour le « Peuple Maya » et de ses communautés ethniques, au sein de l'Etat guatémaltèque. Selon lui, cette voie repose sur une vision de l'Etat comme *ladino* (non-indigène) et colonial, mais il peut être modifier par le biais de réformes. Cette option se voit renforcée avec l'AIDPI qui projette un pouvoir partagé.

Ceci montre donc qu'il s'agit d'une logique de gouvernement commun national tout en octroyant une autonomie à chaque *Pueblo* ou communauté ethnique, c'est-à-dire la reconnaissance d'une spécificité culturelle dans un cadre étatique libéral.

II. Le rapport à l'Etat : quel impact sur la démocratisation ?

Une fois la genèse et la configuration des mouvements indigènes clarifiées, il est pertinent de s'interroger sur la manière dont ceux-ci interagissent avec le pouvoir politique et le degré d'influence qu'ils exercent sur la structuration des politiques publiques. De même, il est fondamental d'analyser les effets que la disposition institutionnelle a sur l'évolution des mouvements indigènes.

A. Impact sur les politiques publiques, les lois et le débat politique

Dans chacun des deux pays, le contexte politique spécifique détermine le rôle que peuvent jouer les mouvements indigènes.

En Colombie, la constituante est le moment clé de la participation des organisations indigènes nationales à la construction de nouvelles institutions politiques marquées par le multiculturalisme. En effet, c'est à l'issue de l'AC en 1991, que l'ONIC et l'AISO s'organisent pour la participation électorale. Comme le signale Van Cott¹⁶, au début des années 1990, un contexte particulier de grave crise de légitimité de l'Etat et demande d'ouverture du système politique, combiné à un appui spécialement fort du gouvernement en place et de son *Oficina de Asuntos Indígenas*, ont constitué une « structure des opportunités politiques » -SOP- avantageuse pour les mouvements indigènes. Trois représentants provenant de ceux-ci (deux élus et un désigné) étaient présents à l'AC et, grâce à l'alliance avec les forces de gauche, qui constituaient une portion significative de l'assemblée, la plupart de leur programme a été consacrée dans la nouvelle Constitution.

Dans cette Constitution les *resguardos* sont reconnus au même titre que les municipalités territoriales. Il leur est reconnu le droit d'élire leurs propres autorités, d'appliquer leurs « lois et coutumes », de formuler des plans de développement, de créer des impôts et de recevoir des ressources de l'Etat central dans la même proportion que les municipalités. De plus, la Constitution

¹⁶ Donna Lee Van Cott. *From movements to parties in Latin America*. Cambridge University Press. 2005.

autorise la création d' « entités territoriales indigènes » (ETI), permettant à plusieurs *resguardos* contigus de se regrouper. Le bilinguisme, ainsi que le droit à recevoir une éducation publique bilingue, ont aussi été reconnus pour les territoires indigènes. Cet ensemble de droits s'insère dans un mouvement vers la décentralisation qui était commencé dans les années 1980 avec l'élection directe des maires depuis 1988, et complété par l'élection directe des gouverneurs, haute autorité des « départements », établie par la nouvelle Constitution. Durant cette période de changement politique, la Convention 169 de l'OIT a été ratifiée par le gouvernement et incorporée à la législation nationale en 1991.

En termes pratiques, le respect de ces normes constitutionnelles est plus ou moins effectif selon la volonté politique des gouvernements en place, même si sa défense a été fortement appuyée par la Cour Constitutionnelle. L'établissement des ETI, d'une part, n'a pas été achevé du fait de la résistance exercée par les propriétaires terriens, particulièrement dans la région de la Cauca. D'autre part, les fonds provenant du gouvernement central continuent à passer par des maires non-indigènes, même si la Constitution prévoyait leur attribution directe. Finalement, la vulnérabilité des territoires indigènes face au conflit armé a fait des indigènes les principales victimes de la violence exercée par les guérillas, les paramilitaires, l'armée et les trafiquants de drogues.

Au Guatemala, une partie de l'activité politique s'est constituée autour d'un discours ethnique (utilisation du terme *indigène*) dans l'arène nationale et dans l'agenda pour la construction de la paix. La transition démocratique et la démocratisation ont, certes, stimulé l'avènement de mouvements indigènes, mais la logique s'exerce aussi en sens inverse puisque ceux-ci ont influencé ce processus en revendiquant des transformations au niveau tant constitutionnel que législatif. Dans le contexte de la libéralisation du régime, les mouvements populaires et mayanistes se sont mobilisés autour des thèmes des Droits de l'Homme et de l'exécution des garanties prévues par la nouvelle Constitution de 1985.

Plus encore que pour les Accords de paix en 1996, la participation de la *Coordinadora de Organizaciones del Pueblo Indígena de Guatemala* - COPMAGUA - à la rédaction de l'AIDPI dans le cadre de la Convention 169 de l'OIT, signé en 1995, a été considérée comme une réussite pour les activistes indigènes. Le contenu de cet accord a apporté, du moins dans le papier, des réformes structurelles de l'Etat, la transformation de la Nation à travers la reconnaissance du multiculturalisme, de la pluri-ethnicité et du plurilinguisme, ainsi que la reconnaissance de la discrimination historique dont a souffert la population indigène.

Quant aux politiques publiques, le cas le plus remarquable est celui du bilinguisme. C'est dans les années 1970 que des mouvements portés par les professeurs et linguistes indigènes sont apparus avec la finalité de mener une éducation bilingue et interculturelle à l'école. Au milieu des années 1980, l'Etat a créé le *Programa Nacional de Educación Bilingüe* - PRONEBI - proposant une formation spéciale aux professeurs bilingues et une traduction partielle des programmes scolaires dans les quatre langues les plus importantes. En 1995, avec la signature de l'AIDPI, les professeurs et linguistes indigènes, regroupés dans des organisations régionales et nationales, ont fait pression pour la création d'une *Dirección General para la Educación bilingüe/intercultural* - DIGEBI - au sein

du ministère de l'Éducation. Le rapport rédigé par la Commission de réforme éducative, à la suite des Accords de paix, souligne la nécessité de décentraliser les fonctions du ministère de l'Éducation afin de régionaliser l'éducation bilingue et interculturelle selon la réalité ethnique, et d'introduire dans le programme une éducation historique et des valeurs « mayas ».

Cette interaction entre pouvoirs publics et mouvements indigènes peut prendre la forme d'une participation électorale de ces derniers, à travers des partis établis ou par le biais de nouveaux partis ethniques. Nous allons voir que la présence de clivages ethniques dans une société ne se traduit pas systématiquement dans la naissance de partis politiques ethniques.

B. Le passage à la participation électorale : partis politiques, candidatures locales et nationales

Van Cott¹⁷ développe un modèle pour expliquer les conditions dans lesquelles s'effectue l'émergence de partis politiques indigènes réussis. En effet, la combinaison de quatre variables permet la compréhension de ce phénomène :

- 1) existence de régions avec une forte concentration de population indigène, où les mouvements peuvent s'organiser au niveau local et les partis peuvent obtenir des voix plus facilement (dans des systèmes décentralisés);
- 2) un degré élevé d'organisation et d'unité du mouvement indigène (qu'elle mesure en termes d'ancienneté et d'existence de réseaux) ;
- 3) un système institutionnel « permissif », notamment du fait de l'existence de sièges réservés aux minorités indigènes ;
- 4) un système de partis relativement ouvert, avec un niveau élevé de fragmentation et de désalignement (mobilité croissante des électeurs en termes de préférences partisans).

Comprendre l'émergence des partis indigènes en Colombie est essentiel pour comprendre la formation de partis ethniques en Amérique du Sud, comme le note Van Cott, puisque les indigènes colombiens ont été les premiers à former des mouvements puis des partis politiques indigènes viables. Le contexte de la réforme constitutionnelle marque le début de l'organisation partisane. En 1990, l'ONIC et l'AISO ont présenté des candidats pour l'élection de l'AC. Les attentes étaient très faibles, du fait de leur faible poids numérique et du manque de ressources financières, et les deux sièges obtenus ont été une surprise. Un troisième siège leur a été attribué pour la représentation du mouvement armé Quintin Lame, démobilisé à cet effet. L'action de ces trois représentants a été très efficace, du fait de leur alliance au parti de gauche AD-M19 (issu de la guérilla M-19, également démobilisée à ce moment). Grâce à ceci, les dirigeants indigènes ont acquis une visibilité nationale et ont tissé des liens avec les organisations de la gauche colombienne.

Après le succès à l'AC, les deux organisations ont décidé de participer au jeu électoral de manière régulière, afin de garantir l'implantation effective des nouveaux droits consacrés dans la

¹⁷ Van Cott. Op. Cit.

Constitution, ainsi que pour accéder aux postes administratifs locaux dans des régions à prédominance indigène. La démobilisation du Quintín Lame et l'alliance de l'organisation issue de celui-ci avec le CRIC ont débouché sur la création du parti *Alianza Social Indígena* - ASI -. Ce parti a réussi à se détacher de sa filiation *guerrillera*, en s'organisant comme un parti à direction décentralisé, où les principaux leaders n'étaient pas issus de la direction du Quintín Lame. L'ONIC a décidé de se retirer de la compétition électorale après les législatives de 1991, puisque celle-ci encourageait la division interne. Le sénateur élu de l'ONIC pour la période 1991 - 1994, Gabriel Mujuy, a fondé un parti politique en dehors de l'ONIC, le *Movimiento Indígena de Colombia* - MIC -, qui n'a pas réussi à établir d'alliances avec d'autres secteurs sociaux (les paysans et les travailleurs), est resté marginal et a finalement disparu en 1998. Un des éléments soulignés par Van Cott pour expliquer la consolidation de l'ASI est la faible organisation de la gauche, qui a facilité la canalisation d'un électorat de gauche (notamment dans le Sud-ouest du pays) vers l'ASI. Depuis 1991 (et jusqu'en 2003) le système institutionnel colombien était très favorable à la formation de petits partis du fait de son fort caractère proportionnel : l'absence de seuil pour accéder aux sièges, le système Hare de répartition de ceux-ci, l'existence de trois sièges spéciaux réservés aux communautés indigènes et une forte décentralisation ont été déterminants pour la consolidation et prolongation de la participation électorale de l'ASI et l'AICO, surtout dans les élections locales, mais aussi pour les élections de circonscription nationale. L'AICO, pour sa part, n'a pas constitué de parti politique, mais continue à participer aux élections, et renvoie, de ce fait, à la catégorie des « parti-mouvement ».

Quant au Guatemala, l'ensemble des conditions proposées par Van Cott n'est pas réuni, entravant la formation de partis politiques indigènes. En effet, la loi électorale ne prévoit pas de sièges spéciaux destinés exclusivement à la représentation indigène. En termes comparatifs, le Guatemala a une population indigène majoritaire (60%) historiquement exclue de la participation politique. Lui attribuer un espace de représentation pourrait inciter à la formation de partis nationaux, changeant ainsi l'équilibre de pouvoir traditionnel. En revanche, en Colombie, l'attribution de sièges particuliers se fait sans ce « danger », puisque la population indigène ne constitue que 3% de la population. Cependant, au Guatemala, il est possible de repérer au niveau local quelques partis-mouvements forts, comme c'est le cas à Quetzaltenango, deuxième ville du pays et bastion de revendications indigènes, avec le parti indigène *Xeljú* qui présente des candidats au niveau local. Alors qu'historiquement celui-ci propose des candidatures indigènes, pour les élections de septembre 2007, la candidature d'un *ladino* est proposée, afin de montrer l'ouverture démocratique et interculturelle de l'organisation. Autre facteur défavorable à la création de partis ethniques au Guatemala, les partis « traditionnels » ont réussi à coopter les dirigeants indigènes locaux en leur attribuant des postes de responsabilité politique. Ainsi, lors des élections de 1995, tous les partis politiques présentés étaient d'accord pour continuer le processus de paix, en réservant des postes locaux et nationaux pour des indigènes, garantissant alors l'insertion de la mobilisation politique indigène à travers des partis déjà constitués. 100 *alcaldías municipales* ont été occupées par des indigènes lors des élections des *Comités cívicos municipales*.

Ce phénomène de cooptation se poursuit aujourd'hui. Le nouveau parti politique *Encuentro por Guatemala, ladino*, lance à la candidature présidentielle Rigoberta Menchú Tum, indigène K'iche', prix Nobel de la Paix en 1992 et présidente de la *Fundación Rigoberta Menchu Tum* (appartenant à la Coordination Waqib' Kej), avec un discours politique qui défend l'Etat pluriel et l'inclusion sans proclamer aucun caractère ethnique ou aucune union entre mouvements et organisations. Il s'agit d'un changement symbolique important dans la politique formelle, puisqu'une femme indigène est candidate au poste présidentiel.

C. Impact sur la démocratisation : quel bilan ?

L'avènement de mouvements sociaux reposant sur des revendications ethno-culturelles a engendré de nombreux débats concernant la signification de la démocratie et le contenu de la citoyenneté. Les demandes de reconnaissance ont entraîné la mise en place de politiques publiques différenciées (politiques de quotas ; reconnaissance symbolique de la différence) qui se basent sur l'idée que l'appartenance culturelle est essentielle pour l'exercice de la liberté individuelle. L'individu abstrait, porteur de droits universels, est donc remis en question par ces mouvements, qui revendiquent que la liberté ne peut s'exercer que dans le respect et la « equal value of cultures » (Taylor). L'argument essentiel consiste à dire que les libertés individuelles reconnues par l'Etat libéral s'exercent dans un contexte de domination culturelle, où les cultures minoritaires sont opprimées. Ainsi, par exemple, le choix de la langue et des fêtes officielles se fait au détriment des groupes à l'intérieur de la société qui parlent d'autres langues et ont d'autres croyances. La critique libérale de ce type de politiques différenciées fait référence au fait que l'affiliation identitaire des individus n'est ni unique ni figée, donc l'octroi des droits collectifs et différenciés coure le risque d'opprimer les individus au sein même de la communauté. D'autre part, il n'y aurait plus de base commune garantissant l'unité sociale, et se pose donc la question des limites de la reconnaissance. Kymlicka apporte à ce débat des éléments pour construire une « théorie libérale des droits des minorités », notamment à travers l'argument de « equality between groups and freedom within a group ». Il souligne que le système politique a la responsabilité de mettre en place des dispositifs garantissant l'existence légale du collectif tout en protégeant la liberté individuelle au sein des communautés. Par exemple, l'article 246 de la Constitution de 1991 de la Colombie reconnaît le droit aux communautés indigènes des *resguardos* d'organiser un système autonome de justice, mais dans le cadre des droits définis par la Constitution, dont les individus bénéficient en tant que citoyens colombiens. Au Guatemala, la situation est radicalement différente et pose un problème beaucoup plus complexe : la population indigène représente la majorité, elle est éparpillée dans le territoire et pour la plupart, est paysanne. Ceci est une véritable limite pour la mise en place et l'exercice de politiques publiques effectives et concrètes : dans quels territoires et au profit de quelles populations sont mises en œuvre ces politiques ? Ainsi, la théorie de la démocratie « multiculturelle » et la participation des mouvements indigènes sont institutionnalisées mais restent indéfinies dans la pratique, et rendent problématique la mise en place d'un régime à la fois égalitaire et juste envers la population politiquement minoritaire et défavorisée.

Un deuxième enjeu apparaît : la question de l'oppression à l'intérieur des communautés, que Kymlicka appelle « internal restrictions ». En effet, conditionner l'octroi de certains droits à une appartenance culturelle attache l'individu à cette identité peut-être malgré lui. Il court donc le risque de voir sa liberté individuelle restreinte par son appartenance communautaire. Ceci est directement lié à la question de la représentativité de ces mouvements indigènes notamment lorsqu'il s'agit d'organisations regroupant plusieurs communautés ou de Coordinations nationales. Ils s'attribuent l'exclusivité des revendications face à l'Etat et peuvent négocier des dispositifs éloignés de la volonté de la population « représentée ». C'est le cas, notamment, quand les mouvements négocient des terres éloignées des centres urbains afin de garantir la cohésion de la communauté alors que souvent les individus qui y appartiennent voudraient se rapprocher des centres dynamiques.

Pendant, ces difficultés ne peuvent pas cacher la puissance de la mobilisation autour de la question ethnique et de la reconnaissance symbolique des populations historiquement dénigrées (*indios*). Certes, le choix de se mobiliser sous la catégorie indigène se fait de manière stratégique, mais ce n'est pas pour autant que ces revendications manquent de légitimité et d'authenticité.

Conclusion :

La comparaison entre les deux pays nous a permis de repérer que les mouvements colombiens et guatémaltèques s'insèrent dans un contexte comparable de remise en question de l'identité paysanne et de valorisation internationale de l'identité ethnique. Ceci se reflète dans la convergence de répertoires d'action et des WUNC.

Pourtant, des différences substantielles séparent ces deux cas :

- la revendication populaire ethnique en Colombie s'est démarquée clairement, à partir de la Constituante, de la mobilisation paysanne, alors qu'au Guatemala les deux restent intimement liées, parallèlement au courant intellectuel « mayaniste ».
- la différence de poids démographique a déterminé le degré d'ouverture de l'Etat face aux revendications, pour l'une la population indigène est minoritaire et permet une reconnaissance sans risque ; pour l'autre la reconnaissance de la majorité indigène remet en statu quo politique et social en question.
- la structure du système partisan. Dans un cas, le passage d'un bipartisme fort à une fragmentation profonde a incité la formation de partis indigènes ; dans l'autre, la fragmentation permanente du système, où les partis réussissent à coopter les dirigeants indigènes, a empêché la création de partis ethniques.

Même si la mise en place de politiques publiques ethniques reste à accomplir, selon Roddy Brett, anthropologue, les discours et les pratiques des droits de l'Homme et des droits des Indigènes sont aujourd'hui profondément ancrés dans les sociétés civiles, transformant la façon de faire de la politique, et remettant en cause la relation classe-ethnie.

Bibliographie

- BRETT, Roddy. *Movimiento social, etnicidad y democratización en Guatemala, 1985-1996*. Guatemala: F&G Editores, 2006
- CAYZAC, Hugo. *Guatemala, un proyecto inconcluso: La multiculturalidad, un paso hacia la democracia*, Guatemala: FLACSO, 2001
- COJTI CUXIL, Demetrio, *Ri Maya' Moloj pa Iximulew, El Movimiento Maya en Guatemala*, Cholsamaj, Guatemala, enero de 1997
- PEÑARANDA, Ricardo. "Los nuevos ciudadanos. Las organizaciones indígenas en el sistema político colombiano" in GUTIERREZ SANIN (dir). *Degradación o cambio. Evolución del sistema político colombiano*. Editorial Norma. 2002.
- KYMLICKA, Will. *Multicultural Citizenship. A Liberal Theory of Minority Rights*, Clarendon Press, 1995
- LE BOT, Yvon. "Se puede hablar de actores sociales étnicos en América Latina?" in *Polémica*, n°1, enero-junio de 1996, FLACSO, Guatemala, pp.74-75
- MCNAIR. Understanding Ethnic Politics : the Role of External Variables in Brazil and Colombia, <http://www.ndu.edu/inss/mcnair/mcnair53/m53c2.html>
- SIEDER, Rachel. *Multiculturalism in Latin America. Indigenous rights, diversity and democracy*. Palgrave Macmillan, 2002.
- TARROW, Sidney. *Power in movement. Social movements and Contentious Politics*, Cambridge University Press, 1998.
- TILLY, Charles. *Social movements 1768 - 2004*. Paradigm Publishers, 2004.
- VAN COTT, Donna Lee. *From movements to parties in Latin America*. Cambridge University Press. 2005.
- _____ *Indigenous peoples and democracy in Latin America*. Macmillan. 1994.
- WARREN. Kay et JACKSON, Jean. *Indigenous movements, self-representation and the State in Latin America*. University of Texas Press, Austin. 2002.
- YASHAR, Deborah. *Contesting citizenship in Latin America. The Rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*, Cambridge University Press, 2005

Webographie

- Comité de Unidad Campesina (Guatemala) : <http://cuc.mundoweb.org/paginas/que.htm>
- Organización Nacional Indígena de Colombia : www.onic.org.co
- Waqib Kej : <http://www.waqib-kej.org/>

Annexe : les répertoires d'action

Colombie: Rencontres, marches, blocage d'autoroute

Primer Encuentro Cultural de la Sierra Nevada

Programa

Mayo 25 y 26, muestra artesanal.

El día 27 mayo será el día de la celebración y lo desarrollaremos de la siguiente manera:

9:00 am. Apertura, la cual haremos, invitando a todos los que nos acompañen a hacer una reflexión entorno a la armonía personal y universal.

10:00 am. Ambientación musical y socialización de los objetivos de encuentro.

11:00 am. Presentación de Danzas tradicionales.

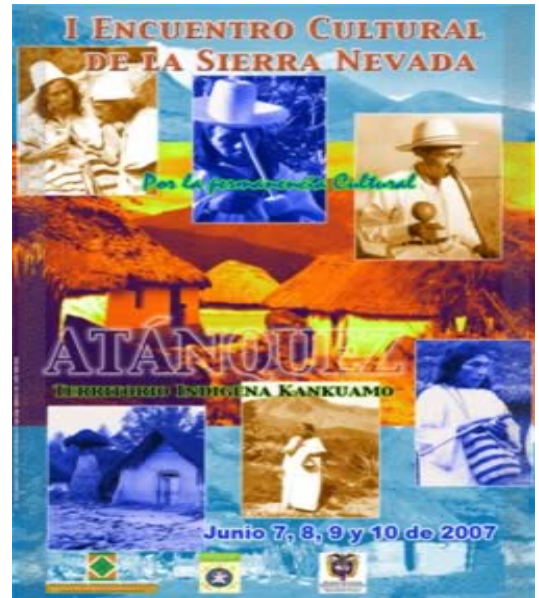
12:00 m. Intercambio Astronómico.

2:00 pm. Intercambio de saberes artesanales Indígenas y Recreación de juegos infantiles autoctonos Kankuamos.

3:00 pm. Conversatorio: Identidad y Memoria Histórica del pueblo Kankuamo.

5:00 pm. Varios.

7:00 pm. Despedida.



HOY 23 DE MAYO, TODOS EN UNIDAD A CAMINAR Y DESALAMBRAR la Palabra
¡!!EL TLC VAMOS A DERROTAR!!!
¡!!LEVANTAMIENTO INDIGENA YA!!!

Cumbre La Maria (Cauca - Colombie): blocage de l'autoroute, organisation de la manifestation, confrontation avec la police



Le Guatemala

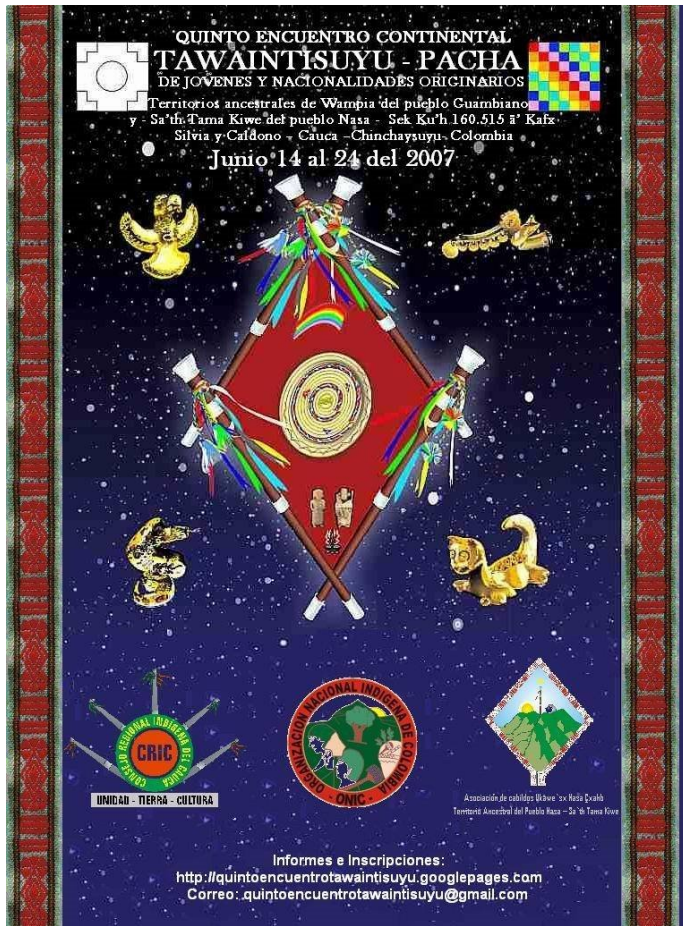


Le 30 mars 2004, la Waqib' Kej a organisé une manifestation pour l'organisation *Movilización Nacional Jun E'*, mobilisant 25 000 personnes du pays dans la ville de Guatemala.

Déroulement de la Sommet Continental de Pueblos y Nacionalidades Indígenas AB'YA YALA



Accions transnacionales: le **Quinto Encuentro TAWAINTISUYU PACHA** de jovenes originarios



En 2007, le Congrès se tiendra dans la Cauca (Colombie). « Este Encuentro el cual espera abrazar a los pueblos indígenas desde Argentina hasta Alaska, tiene como objeto dar continuidad a los encuentros de jóvenes del Tawaintisuyu Pacha.

Los 86 pueblos indígenas de Colombia ya están listos para recibir a todas las delegaciones internacionales en el cual se espera reunir a más de 2500 invitados de Colombia y del exterior.

Recomendamos traer: artesanías, semillas, expresiones culturales, grupos musicales, tejidos, wiphalas, banderas de los pueblos u organizaciones, etc. Cada uno de los países debe traer sus respectivas banderas de identificación. Además habrán ferias artesanales, encuentro de danza, encuentros musicales, gastronomía tawaintisuyuna, eventos deportivos, juegos tradicionales, etc.

Les organisations invitées sont:

Pour le **Guatemala**: la **CUC**, le **CNEM** (Consejo Nacional de Educación Maya), **CONAVIGUA** (Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala), **FUNDAMAYA** (Fundación Maya), **FRMT** (Fundación Rigoberta Menchú Tum)

Pour la **Colombie**, l'**ONIC**, l'**OPIAC** (Organización de los Pueblos Indígenas de la Amazonía Colombiana), l'**ACIN** (Asociación de Cabildos Indígenas del Norte del Cauca), l'**OIA** (Organización indígena de Antioquía).

Annexe 2: Les « WUNC displays »

Colombie

Unity: logo et slogan de l'ONIC. Marche avec des costumes et des drapeaux, femmes *guambianas* portant les habits traditionnels lors de la Cumbre La Maria



Unidad Territorio
Cultura Autonomía



Worthiness: marche des femmes avec leurs enfants



Commitment: marche sous la pluie



Numbers: présence d'un grand nombre de personnes lors des manifestations



Guatemala



Cette affiche permet d'observer la « unity » à travers le slogan, ainsi que des images pour valoriser et caractériser l'identité autour de laquelle ils se mobilisent

Unity: costume traditionnel.
Wothiness: marche de femmes avec leurs enfants

« Numbers » et « worthiness »: les photos ci-dessous soulignent la capacité à mobiliser un certain nombre de personnes, et la mise en place de manifestations culturelles revendiquant la « worthiness » identitaire

